

Le tourisme autochtone

Un lieu d'expression privilégié pour des formes innovantes de solidarité

Sylvie Blangy et Alain Laurent

Volume 26, numéro 3, automne 2007

Tourisme et solidarité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1071005ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1071005ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Université du Québec à Montréal

ISSN

0712-8657 (imprimé)

1923-2705 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Blangy, S. & Laurent, A. (2007). Le tourisme autochtone : un lieu d'expression privilégié pour des formes innovantes de solidarité. *Téoros*, 26(3), 38–45.
<https://doi.org/10.7202/1071005ar>



Le tourisme autochtone

Un lieu d'expression privilégié pour des formes innovantes de solidarité

Sylvie Blangy et Alain Laurent

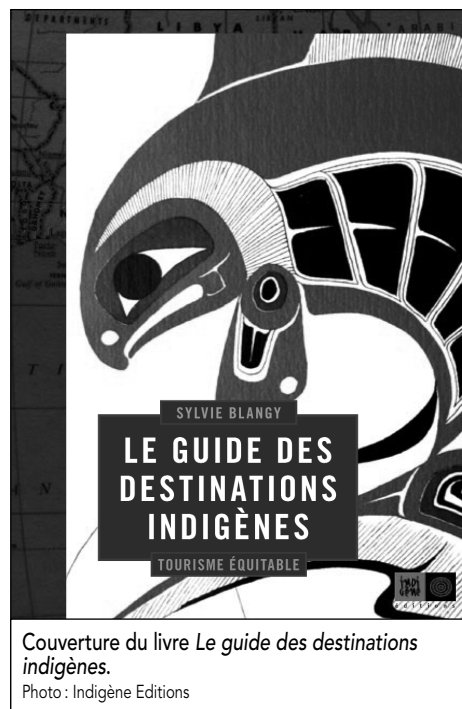
Aujourd'hui, partout sur la planète, les initiatives de tourisme autochtone se multiplient. Elles s'appuient essentiellement sur des principes de solidarité, d'éthique, d'équité, de responsabilité et de coopération. À travers l'accueil autochtone se dessinent des formes de solidarité innovantes, qui portent en germe les pratiques d'une autre économie, plus solidaire, plus sociale, prêtant attention aux dimensions non financières et non marchandes des relations entre les personnes. Pour décrire ces formes de solidarité, « signaux faibles » de cette autre économie, les auteurs utilisent notamment l'information fournie dans les offres inédites du *Guide des Destinations Indigènes* paru en avril 2006 (Blangy, 2006).

Comme cet ouvrage le démontre, le tourisme autochtone a permis d'accroître le parc des terres préservées, de recueillir des financements pour les aires protégées, d'accroître le niveau de vie et de redonner confiance, voire fierté, à des sociétés. C'est le cas, par exemple, des Maasaï d'Afrique de l'Est, des Aborigènes d'Australie, des Cofan, des Mapuches ou des Infiernos d'Amérique du Sud. C'est un fait : le tourisme diffus, enraciné, lent et perméable des peuples autochtones leur procure des bénéfices tangibles et durables, tout en leur permettant de rester maîtres de leur engagement avec le monde extérieur. Ce tourisme présente aussi un autre avantage : il remet en cause les stéréotypes de « communautés exotiques menacées », tout en permettant aux visiteurs de mieux comprendre les distances culturelles et les combats dans lesquels aujourd'hui elles sont engagées.

Dans le tourisme autochtone, les formes de solidarité s'expriment de multiples façons entre les différents acteurs de la chaîne des fonctions touristique : visiteurs, hôtes, animateurs, conseillers techniques, bailleurs de fonds, chercheurs, voyagistes. La solidarité ne s'y traduit pas seulement par une présence physique, des dons, des idées, de la participation en nature, de l'assistance technique, mais également par une mise en réseau par le biais des outils technologiques nouveaux comme l'Internet, les cartes Google, les forums de discussion et le marketing électronique. Elle n'est pas non plus à sens unique et descendant, celui du cliché de visiteurs (forcément nantis) offrant leur aide aux visités (forcément défavorisés ou pauvres)... Elle est également ascendante. Les hôtes montrent envers ceux qu'ils reçoivent des formes de solidarité très subtiles encore mal étudiées, peu appréhendées et peu relatées. Cette solidarité se mesure par la qualité de l'accueil, la générosité, la disponibilité (on prend sur le temps familial ou de travail), la chaleur des contacts (simplicité, courtoisie), la qualité des explications sur le mode de vie, la richesse des écosystèmes et les cultures... Il y a là, sans doute, le double effet des valeurs sociétales et de l'absence de massification, risque légal pour le tourisme intelligent.

La solidarité « touristique », source de revenus et outil de communication

Les villageois sont sans conteste les heureux bénéficiaires du tourisme autochtone. Ces communautés vivent souvent dans des états de tension, de résistance, voire de grande précarité. Elles sont parfois engagées dans des conflits avec des entreprises internationales, des systèmes d'autorités brutaux, des régimes politiques contestables.



Couverture du livre *Le guide des destinations indigènes*.

Photo : Indigène Editions

Face à des acteurs publics ou privés qui se donnent le droit d'exploiter une forêt, d'extraire les richesses du sous-sol ou de construire un barrage sans en référer aux usagers du sol ou aux « gardiens » de ces richesses, de nombreuses communautés voient dans le tourisme solidaire le moyen le plus efficace de protéger leur écosystème de ces visées (Blangy, 1999). Peuple amérindien de l'Amazonie, les Huaorani accueillent une fois par mois un groupe de huit visiteurs qui partagent leur vie quotidienne pendant deux à huit jours. Cette initiative d'écotourisme autogéré leur a ouvert d'autres horizons. Elle a attiré l'attention de l'opinion publique internationale sur le contentieux qui les oppose à l'industrie pétrolière, leur donnant un véritable levier face à de puissants intérêts économiques. L'activité touristique permet ainsi aux Huaorani de ne pas avoir à travailler dans le pétrole ou l'abattage forestier (Epler-Wood, 1998).



Ce type de tourisme leur donne la possibilité d'être les acteurs de leur propre changement : préserver leurs ressources, se réapproprier leur culture, financer leurs infrastructures de base, donner aux jeunes des emplois et valoriser leurs savoir-faire traditionnels. En procurant des emplois aux jeunes et en dégageant des fonds pour l'éducation, la santé et les transports, les communautés locales profitent du tourisme tout en revisitant – préservation ou évolution – des cultures et des identités. Pour cela, elles doivent décider du projet et en garder le contrôle, par exemple en se réservant le droit de tenir les touristes à l'écart de sites sacrés, de zones particulièrement fragiles ou de certaines cérémonies et de limiter les visites en les réservant à certaines époques de l'année.

Ce qui caractérise le tourisme autochtone c'est, avant tout, l'accueil conçu, réalisé et géré par des populations qui ont la volonté de maîtriser leur développement et de bénéficier, les premiers, des recettes de cette nouvelle activité économique. Le tourisme y est le résultat de concertation, de discussion, voire de négociation : ses conséquences et son impact ont été pensés et sont évalués et discutés au fil du temps. La communauté montre à la fois une réelle aptitude à l'accueil et un désir de partage et d'échange. Les retombées en termes d'emplois ne sont pas réservées à une poignée de privilégiés et les bénéficiaires sont l'objet d'une redistribution équitable. La communauté rejette la folklorisation et la perte de sens de son patrimoine culturel et recherche un équilibre avec les autres activités traditionnelles comme la pêche, la chasse, l'agriculture, l'artisanat, les activités sociales, sportives et culturelles. Les communautés prennent aussi, de jour en jour plus clairement, conscience qu'un accueil bien pensé, planifié et autogéré peut devenir un outil de reconquête et de réappropriation culturelles et un levier de revendications territoriales (Zeppeler, 2006).

Reste que la vraie complexité est sur le terrain. Les microsociétés accueillantes villageoises, rurales ou nomades sont traversées des mêmes jalousies, frustrations, rivalités, querelles de voisinages et conflits hiérarchiques que n'importe quel groupe humain. Le comité villageois ou l'association de gestion des ressources naturelles peut être une couverture sans réels fondements démocratiques pour leurrer le bailleur de fonds et accéder aux fonds ou à l'assistance technique. Les femmes ne sont pas toujours

consultées et ne sont pas toujours co-décisionnaires. L'argent du tourisme peut être détourné au profit du chef de village ou de clans. La concession touristique accordée à une organisation extérieure peut ne profiter qu'à une poignée de jeunes gens au village et générer des frustrations auprès des jeunes entrepreneurs qui ont du mal à démarrer leur propre entreprise. Le comité peut servir à reproduire et à valider un fonctionnement autocratique et paternaliste ancien et rejeté aujourd'hui.

Généralement, cependant, la transparence issue des partenariats avec des relais ou des ONG (organisations non gouvernementales) extérieurs au milieu local mettent au jour ces difficultés. Des actions de médiation, de négociation et d'arbitrage, reposant sur une autorité reconnue – ce peut être l'administration ! –, permettent de résoudre les problèmes. Très clairement, le tourisme autochtone est, cas par cas, un prétexte pour structurer ou réorganiser la gouvernance locale. L'élément exogène, l'ouverture et la nouveauté agissent comme révélateur et/ou catalyseur.

Solidarité des communautés entre elles

Les communautés ont vite vu l'utilité de se regrouper, de se fédérer par pays, par territoires, par régions, de se structurer par thématiques, ne serait-ce que pour créer une masse critique de produits commercialisables sur les marchés éloignés en Europe, en Asie ou en Amérique du Nord. Le regroupement renforce la légitimité, permet de se rendre visible auprès d'autorités qui ignorent ou oppressent, d'échanger entre groupes souvent éloignés et isolés et de bénéficier d'appui technique et de formations. Ces réseaux de solidarité sont nombreux, en particulier dans les pays où les initiatives abondent : Canada, Australie, Bolivie, Équateur, Mexique, pour ne citer que les plus connus. L'Association du tourisme Aborigène en Australie crée des liens entre les entrepreneurs et des synergies, offre un programme de formation à la création de micro-entreprises (le ROC, *Respecting Our Culture*) et étudie un système de labellisation des produits autochtones. Le Canada ne compte pas moins de six associations provinciales et une régionale. Paradoxalement, cette offre de séjours qui regroupe plus de 400 entrepreneurs canadiens issus des Premières Nations est presque totalement inconnue en Europe.

Les associations en ont conscience. Au Québec, la Société de tourisme autochtone du Québec (STAQ) met l'accent sur le marketing groupé et la présence sur les marchés européens. La STAQ et la Northern Ontario Native Tourism Association (NONTA) envisagent des rapprochements stratégiques en vue de cibler conjointement les publics anglophones et francophones. Des alliances se nouent. En Colombie-Britannique, Aboriginal Tourism British Columbia (ATBC) vient de réaliser une stratégie régionale de marketing qui vise l'Europe. En France, l'Union Nationale des Associations de Tourisme (UNAT) fédère toutes les associations de tourisme solidaire, publie en ligne et sur papier une liste des contacts et coordonne la mise en place d'un label officiel de tourisme équitable.

La solidarité se concrétise dans l'offre de séjours, la promotion des produits, la professionnalisation des opérateurs, mais également par le biais de la certification et de la labellisation. Ainsi, pour mieux promouvoir leur offre touristique, la presque totalité des entreprises touristiques Sami de Suède se sont portées candidates au label suédois « Nature's Best ». Ce label apporte une reconnaissance au sein de la communauté Sami et légitime l'activité touristique. Il valorise la culture Sami jusqu'à présent peu considérée par le reste de la population suédoise. Seul encore à promouvoir les communautés autochtones, il participe à la promotion de quinze entreprises Sami et sert de laboratoire pour les autres labels autochtones en cours de création en Amérique latine (TIES, 2003) et en Australie (ROC, 2004). Ce programme de labellisation fournit formation, assistance commerciale et marketing et favorise la création de liens avec les autres acteurs du tourisme. Le programme a déclenché un véritable renouveau culturel du peuple lapon, réhabilitant une activité traditionnelle d'élevage de rennes auparavant considérée comme source de conflits pour l'utilisation des terres et l'exploitation des ressources naturelles. Les activités que les Sami proposent aux touristes, la randonnée avec rennes de bât ou en traîneau, nécessitent des animaux habitués à la présence de l'homme. Les jeunes entrepreneurs Sami ont sollicité les Anciens pour que ces derniers leur apprennent à apprivoiser les rennes élevés traditionnellement en semi-liberté dans le Nord. L'accueil et le guidage leur permettent de libérer la pression sur les pâturages (Blangy, 2004).



Accueil au village dans le sanctuaire des Baboïns au Belize.

Photo : Gail Lash

En Afrique du Sud, Fair Tourism South Africa (FF TSA) joue un rôle important dans la certification du tourisme autochtone équitable et solidaire et apporte une crédibilité aux offres qui se développent.

La certification est cependant considérée et abordée avec circonspection par les groupes autochtones. L'harmonisation et les critères standardisés introduisent des types de rigidité qui sont souvent incompatibles avec la richesse et la diversité qui caractérisent les formes de tourisme autochtone. Cela rejoint une attitude plus générale de réinterprétation des normes et des procédures extérieures par les pays et les territoires « en développement » : commerce juste au lieu de commerce équitable au Brésil ; démocratie pastorale (le Xeer chez les Somali-Issas, mode d'organisation fondé sur l'absence de droits de propriété et le partage de toutes les ressources – eau, pâturages, bois) plutôt que démocratie représentative ; accompagnement de processus plutôt qu'exécution de projets pour les partenaires ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) de l'Union européenne (FPH, 1999) ; bonheur intérieur brut (BIB) (promu par le roi du Bhoutan Jigme Singye Wangchuck) plutôt que le seul produit intérieur brut (PIB), pour ne citer que quelques exemples.

À la question « Jusqu'à quel point parlez-vous encore votre langue ? » du questionnaire en ligne envoyé aux 183 porteurs d'initiatives du

Guide des destinations indigènes, les réponses sont très nuancées (Blangy, site Internet questionnaire participatif en ligne, 2006). La communauté peut avoir encore de nombreux locuteurs et principalement des personnes âgées et des enfants réapprenant à l'école la langue première qu'ils avaient perdue, une génération intermédiaire ne la pratiquant pas, voire ne la parlant plus du tout. De fait, pour l'ensemble des questions, cinq ou six options de réponse ne suffisent pas. La créativité, les singularités, les différences – qui font l'intérêt et la valeur de l'offre de tourisme autochtone – ont bien du mal à se ranger dans les catégories du mode cartésien. Les approches, les motivations initiales, les types de gouvernance, les rythmes, les calendriers, les patrimoines naturels et culturels, les cultures et les modes d'expression (chants, danses, habits d'apparat, cérémonies, mets locaux...), le statut de la terre et les modes de gestion des ressources, les séjours offerts en sédentaire au village ou le long d'une route de migration ou d'une méharée¹... ; la diversité est réelle et les cloisonnements réducteurs. L'économie informelle, les trajectoires floues, les représentations multiples, les rapports au temps et la culture immatérielle en sont la base. Et ce n'est que tout récemment que des efforts ont été entrepris pour faire évoluer les procédures, par exemple le cycle de gestion de projets, inadaptées aux réalités des sociétés locales autochtones, comme au Sahara (Laurent et Veirier, 2007).

Solidarités au sein de la communauté elle-même

Des formes d'entraide peuvent se développer entre membres d'une même communauté pour développer un projet de tourisme autochtone. Ainsi, la communauté de Merrueshi en terre Maasaï au Kenya s'est cotisée pour payer les études supérieures aux États-Unis de Kakuta Ole Maimai, un jeune membre de la communauté. Kakuta est revenu avec une maîtrise en développement international, a fondé l'association Maasaï, a développé un site Internet entièrement conçu par les membres de sa communauté et une gamme de séjours innovants basés sur l'éco-volontariat et le partage de compétences. Kakuta a acquis une excellente connaissance du marché nord-américain, des types de produits qui fonctionnent et des messages à faire passer. La communauté a largement été payée en retour des efforts financiers consentis. Les têtes de bétail vendues pour financer ses études ont été rachetées.

À Assamo (Djibouti), une démarche – ALTI-COBA21 (agenda 21 local « tourisme » issu des communautés de base) – a permis de développer des caravanes chamelières adaptées aux contraintes d'un tourisme d'expatriés résidents. À partir de ces caravanes, organisées localement avec le souci de renouveler le plus possible le personnel à chacune d'entre elles, un code de « bonne conduite pastorale » a été défini : priorité à l'aveugle du village (sans ressources et avec peu de famille), aux personnes faisant face aux événements sociaux majeurs (mariage, décès) et à l'équilibre entre les composantes ethniques du territoire. Du fait de cette volonté, la qualité des caravanes et du guidage, aux dires des clients, a été inégale, mais toujours stimulante et intéressante. Les revenus des caravanes ont permis aux boutiquiers de faire crédit pendant la saison de non-production agricole et des prêts interpersonnels ont été à l'origine de petites activités commerciales, par exemple l'importation et la revente de pétrole lampant. Enfin, des actions de mobilisation inédites (femmes manoeuvres) ont été observées, par exemple lors de l'édification d'un ralentisseur de crue dans le cas de la gestion des nappes superficielles (Laurent, 2004).

Le tourisme peut être cependant source de conflits et de jalousies entre ceux qui en bénéficient directement et les autres. Ceux qui ouvrent la voie, les nouveaux entrepre-



neurs autochtones, peuvent être mis à l'index ou sous haute surveillance pendant la phase exploratoire, voire après. La communauté d'Assamo a connu ces vicissitudes : l'animateur principal des caravanes chameilières solidaires, jardinier de son métier et leader naturel, issu d'une des fractions tribales du lieu, a été longtemps en butte à l'incompréhension et à la malveillance du leader administratif (le chef de village) et de quelques activistes, malgré les outils de transparence et de traçabilité mis en place.

Solidarité entre communautés et entreprises privées extérieures

La réussite du tourisme autochtone dépend de la capacité de la communauté de s'allier à des intermédiaires extérieurs respectueux et éclairés qui leur apportent la connaissance de la clientèle, une formation et un accès aux marchés de l'écotourisme ou du tourisme solidaire.

Devant la difficulté que représente la mise en marché des séjours, les communautés optent pour un partenariat renforcé avec des entreprises privées bien établies, qui maîtrisent les réseaux de commercialisation. Ces partenaires sont des agences de voyage réceptives et émettrices, des voyageurs, des propriétaires de *lodge*, des ONG de conservation. Les propriétaires ont pour la plupart un parcours militant. Ils entrent dans ces logiques contractuelles pour des motifs variés, allant de la philanthropie à des objectifs de viabilité économique bien comprise. Ils sont guidés par le souci d'encourager leurs partenaires à devenir des entrepreneurs à part entière. De nombreux projets d'entreprises autochtones ont vu le jour grâce à leur appui. Au Venezuela, Dominique Jacquin de Natura Raid, pionnier en la matière, accompagne depuis plus de dix ans des communautés Yek'wana, Pemon, Warao et Criollo dans la mise en place de séjours : prêts à taux zéro pour acheter des pirogues et construire des carabets², formation des guides sur les sites, remboursement au prorata des groupes reçus. Dominique travaille aujourd'hui avec un réseau d'entrepreneurs autochtones fiables, des professionnels qui gèrent en direct ses petits groupes.

En Afrique du Sud, après plusieurs années de réclamation territoriale, la communauté de Makuleke vient de réintégrer ses terres ancestrales dans la périphérie du parc national de Kruger. Après accord avec l'État, la

communauté s'engage à prendre en charge la protection des habitats et des espèces et à exploiter une activité touristique sur ses terres. Les Makuleke se sont associés à Wilderness Safari, une entreprise nationale propriétaire de *lodges* et de camps de safari. Un *lodge* communautaire a été construit. L'entrepreneur privé paie une concession et contribue à former des membres de la communauté.

D'autres exemples de cogestion des terres et de co-exploitation touristique des infrastructures d'accueil peuvent être cités : Wildland Adventure, un organisateur de voyages de Seattle, avec les Maasaï au Kenya, le lodge de Malalea au Lesotho, le CCA/ Conservation Corporation Africa en Afrique du Sud, Canodros S.A., une agence réceptive en Équateur qui cogère l'écologie de Kapawi avec les communautés Achuar.

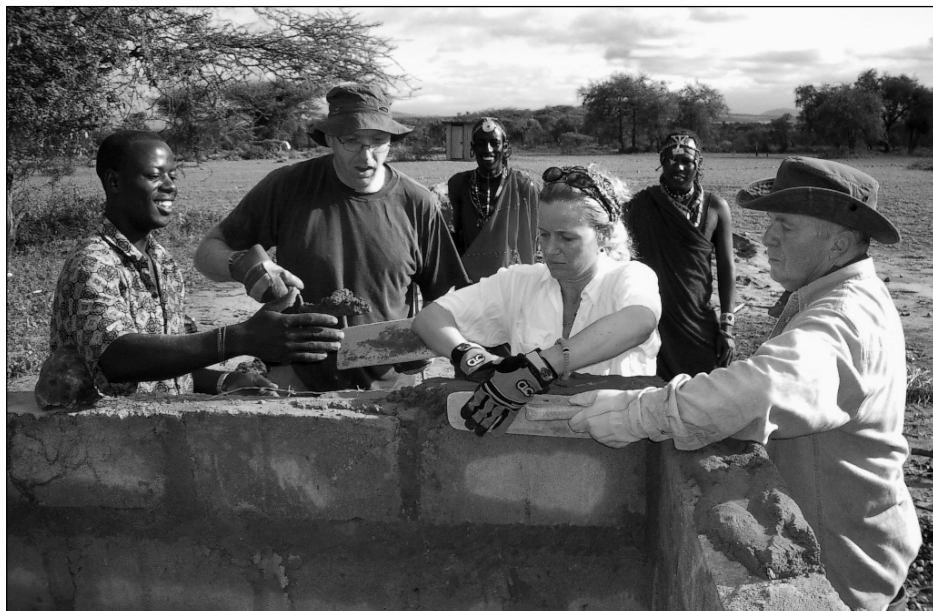
Ces pionniers ont d'autant plus de mérite qu'ils ne sont pas nombreux. Ils font cependant tâche d'huile et sont source d'inspiration pour des groupements de voyageurs responsables qui se multiplient dans toute l'Europe. Liés par des chartes, des codes de bonne conduite et des programmes d'entraide et de soutien aux communautés autochtones, Forum Anders Reisen en Allemagne, ATR/ Agir pour un tourisme responsable en France et AITO/ Association of Independent Tour Operators en Grande Bretagne tentent de faire évoluer la profes-

sion. Mais il est vrai que l'on rencontre encore aujourd'hui des organisateurs de voyages peu scrupuleux qui programment des séjours d'accueil qui ne présentent pas les conditions optimales de partenariat et d'équité économique. Un recueil de bonnes pratiques et de collaborations entre entrepreneurs privés et communautés serait très utile.

Des complicités entre communautés et scientifiques

Le prescripteur, qui met en marché les produits, n'est pas le seul interlocuteur des communautés. D'autres sont prêts à servir de relais et d'assistance technique. L'universitaire en fait partie. L'intérêt du biologiste n'est-il pas de protéger son terrain d'expérience, les habitats et les espèces qu'il étudie ? C'est ainsi que des scientifiques nord-américains se sont abondamment investis dans des projets d'écotourisme au Costa Rica, dans les Galapagos et au Venezuela, pays réputés pour leur diversité biologique. Mais, au-delà des objectifs initiaux de conservation de la ressource, des complicités et des solidarités à bénéfices réciproques sont nées.

Au Belize, la réserve communautaire de babouins a été établie en février 1985, le long de la rivière Belize, pour protéger une des dernières populations au monde de singes hurleurs (*Black Howler*, *Alouatta pigra*),



Construction d'une école dans la communauté Maasaï de Merrueshi au Kenya avec les écolovoltaires.

Photo : Kakuta Ole Maimai



appelés « babouins » en créole. Ce sanctuaire, installé sur des terres privées, est protégé par des volontaires. Chaque propriétaire s'est engagé à préserver la forêt le long du cours d'eau, à protéger ses arbres fruitiers et autres espèces végétales nécessaires à la survie des singes, à entretenir la végétation sur la lisière de sa propriété de manière à créer une sorte de couloir vert permettant aux singes d'évoluer d'une propriété à l'autre. Sept villages participent aujourd'hui à ce projet. R.H. Horwich, de l'Université de Wisconsin, est à l'origine de ce partenariat basé sur un contrat, un cahier des charges entre le chercheur et les membres de plusieurs villages. L'écotourisme est utilisé comme outil de valorisation de la biodiversité, de compensation des compromis consentis et des efforts réalisés³ (Lash, 2003).

D'autres collaborations scientifiques ont changé les pratiques et les manières de gérer et d'exploiter les ressources naturelles : la réserve de Sainte-Lucie en Équateur, le centre de découverte de Taïta au Kenya. Dans plusieurs de ces communautés, l'argent du tourisme a servi à restaurer les pâturages dégradés (Masakala en Afrique du Sud) ou à réintroduire des espèces disparues (Conservation Corporation Africa). Les séjours de conservation ou d'« écovolontariat » se développent et gagnent la faveur du public. Le congé solidaire en France permet à un salarié de suspendre son contrat de travail pour participer à ce type de projet humanitaire⁴.

La conservation et l'écologie ne sont pas les seules disciplines concernées. La recherche participative et collaborative, la participation des communautés Aborigènes à leur propre projet de développement touristique sont d'autres thèmes qui génèrent des solidarités entre communautés et chercheurs.

Si la recherche collaborative est en vogue, peu de chercheurs se sentent encore vraiment à l'aise dans une approche où le projet de recherche vient nourrir un programme de développement économique. La recherche fondamentale pose les grands problèmes. La recherche appliquée accepte le problème qu'on lui soumet. Mais qui dit que le problème est mal posé ? Et que les solutions sont autant théoriques que pratiques ? Pour la majorité des chercheurs, être juge et partie, c'est-à-dire analyste et acteur, est incompatible. C'est aussi le cas pour les consultants, les experts, les techniciens, les bailleurs de fonds : les cloisonnements, les

spécialisations, les procédures et les cultures techniques sectorisent, dispersent, compartimentent. « À chacun son métier. » De fait, une expérience d'animateur de pays ou d'agent de développement local est requise pour concilier développement économique et recherche, valorisation des ressources et conservation, résultats fondamentaux et résultats appliqués. Le tourisme autochtone est aussi le laboratoire de l'engagement citoyen, de l'implication sur des valeurs, des parcours complexes et des collaborations entre cultures, y compris techniques et savantes (Laurent, 2003).

La solidarité des voyageurs envers leurs hôtes et entre eux

La solidarité dont le visiteur fait preuve envers les communautés d'accueil qui le reçoivent est celle qui est la plus couramment décrite et analysée par la presse. La capacité du voyageur à passer d'un comportement passif de consommateur de paysage, de mets, d'observations animalières, de souvenirs... à celui de citoyen actif et responsable donnant du temps, des fonds, des idées à ses hôtes, partageant son savoir-faire, soucieux de l'impact de sa visite, de l'utilisation des fonds dans les projets de développement et des suites données à son passage dans la

communauté a retenu toute l'attention de la presse francophone ces cinq dernières années.

L'investissement du visiteur est très variable et va du simple séjour de découverte et de compréhension au séjour d'« écovolontariat » où le voyageur s'engage corps et âme dans un projet de développement, de conservation ou de recherche scientifique. Certains voyageurs opteront pour un tourisme lent, comme se plaisent à dire les Suisses, qui vise à vivre au rythme non minuté de la communauté, à partager les activités quotidiennes. D'autres préféreront l'itinérance, le cheminement en compagnie d'une famille d'accueil, le temps d'une caravane chamelière ou d'une méharée, le long de la route de migration des rennes ou pendant le temps de transhumance des troupeaux.

Les voyageurs qui visitent ces communautés, plutôt indépendants et aventureux, font également preuve de solidarité entre eux par le biais d'associations de voyageurs et de consommateurs comme ABM / Aventure du Bout du Monde, Echoway, Actualités Solidarités, Solidarités Info.

Les membres d'ABM sont par exemple des passionnés qui voyagent dans le respect des



Caravane chamelière solidaire à Djibouti, inspirée des parcours de transhumance des Issa-Somalis.

Photo : Alain Laurent



pays visités et échangent leurs renseignements au cours de rencontres régionales, ou par le biais du site Internet, pour permettre à chacun de mieux préparer son périple et, au retour, de communiquer son expérience.

EchoWay recense les lieux et les associations qui proposent un tourisme durable, solidaire ou écologique et invite ses internautes au voyage vert et solidaire par toute une série de conseils sur : Comment voyager propre ? Comment devenir un touriste responsable ? Où pratiquer le tourisme écologique ?

Des outils pour accompagner le voyageur responsable

Être un touriste solidaire et responsable, c'est aussi prendre conscience de son impact, y compris négatif, sur la survie des villages hôtes, par sa consommation de ressources rares comme l'eau, les combustibles et les produits agricoles de base en régions désertiques ou de haute montagne. L'association anglaise Tourism Concern s'attache à dénoncer les abus de confiance : exploitation, manque de respect ou d'appréciation des cultures locales et, de la part de ceux qui reçoivent, perte d'authenticité et d'identité menant parfois à l'abandon des pratiques, ou à leur adaptation aux goûts des touristes (Kalisch, 2002 ; PNUE, 2002). Des codes de conduite et des chartes éthiques existent aujourd'hui pour guider les voyageurs. Ils ont été élaborés par les communautés hôtes en concertation avec les professionnels de l'écotourisme. La communauté de Talamanca, au Costa Rica, a été la première à énoncer des règles et à les afficher dans ses documents de promotion. La Société internationale de l'Écotourisme / TIES a recensé plus spécifiquement les codes de conduite pour voyageurs en communautés autochtones. Ils sont disponibles sur CD-ROM et en ligne sur son site Internet. La plupart des hôtes du *Guide des destinations indigènes* (Blangy, 2006) ont dressé un inventaire des comportements à observer et de l'étiquette à respecter lors des séjours.

L'impact des voyages aéroportés sur l'environnement planétaire est maintenant connu. Les destinations décrites dans le guide sont situées dans des lieux souvent reculés qui nécessitent de longs voyages d'approche. Or, le secteur des transports représente aujourd'hui la source la plus importante de gaz à effet de serre. À lui seul, le transport aérien

est responsable, chaque année, de l'émission de 600 millions de tonnes de dioxyde de carbone ! Les populations des pays en développement sont plus vulnérables aux changements climatiques et moins susceptibles de s'en prémunir ou de s'y adapter financièrement et techniquement. Un certain nombre de mesures de compensation sont proposées aux voyageurs⁵.

Un guide et un site Internet au service de la recherche solidaire et collaborative

Les témoignages du *Guide des destinations indigènes* représentent une source d'information précieuse et inégalée, notamment sur les formes de solidarité pratiquées dans le contexte du tourisme autochtone. Les 183 fiches de l'ouvrage sont gérées comme des articles, incorporées dans un site internet SPIP⁶, passées en revue, analysées et travaillées dans le sens d'un questionnaire envoyé aux auteurs pour être complété en ligne. Les réponses, automatiquement affichées et visibles, sont intégrées dans un fichier Excel prêt à être analysé par le logiciel SPSS. Un forum de discussion et des cartes Google complètent le dispositif. Toutes les communautés sont localisées sur la carte Google à l'aide de leurs coordonnées GPS (système de positionnement mondial) et apparaissent sous la forme d'une punaise de couleur qui, lorsqu'on clique dessus, renvoie à la fiche technique. Le tout est en cours d'expérimentation et permet de démontrer qu'il est possible de connecter les auteurs d'un livre déjà publié entre eux et de conduire une recherche collaborative et participative par l'intermédiaire d'un site Internet intégrant divers outils cartographiques et d'analyse de données.

La réalisation de ce site est un prolongement du guide sur papier. C'est en soi une forme de solidarité de la part de l'auteur du livre (Sylvie Blangy). Son travail représente une contribution aux communautés qui s'organisent, leur permet de se connecter entre elles, de créer des formes d'échange, un dialogue, un partage d'expérience et de savoir-faire. Les données statistiques du questionnaire peuvent être commentées, les réponses publiquement affichées génèrent de nouvelles questions et des débats animés par l'intermédiaire du forum.



Séjour en pays Sami à Övre Soppero au Nord de la Suède. Soline s'est fait des amies au village et porte le costume traditionnel.

Photo : Sylvie Blangy

Le questionnaire permet de valider et d'enrichir l'information consignée dans les témoignages. La solidarité apparaît à travers les nombreuses formes de partenariat que les communautés autochtones ont dû développer pour concevoir, gérer et mettre en marché leurs produits : solidarité entre communautés et visiteurs, entrepreneurs privés extérieurs, chercheurs et scientifiques, solidarité entre communautés elles-mêmes, solidarité entre les visiteurs et leurs hôtes et entre les visiteurs eux-mêmes...

La mutualisation par le biais d'Internet est basée sur des outils technologiques, comme les cartes Google, les questionnaires en ligne, les forums de discussions, les blogues, permet de créer une communauté de services, une solidarité virtuelle mais non moins réelle. Des conférences et des lieux de rencontre sont proposés pour les chercheurs qui pratiquent le développement solidaire grâce à Internet.

Pour dépasser la contrainte de la distance, l'éloignement des grands centres de distribution, l'e-marketing, les sites de mise en relation comme [www.responsibletavel.com] et [www.greentravel.info] se multiplient.



Remontée du Rio Caura vers le territoire des amérindiens Ye'Kuanas de Surapire à bord d'une pirogue.

Photo : Dominique Jacquin, Natura Raid.

Le tourisme autochtone, une contribution à une autre économie ?

Les savoir-faire autochtones, les modes de vie, les traditions et les éléments naturels (espaces, peuplements, habitats, espèces) font partie intégrante du patrimoine planétaire commun. Le tourisme alternatif qui se développe chez les peuples autochtones, à forte dimension solidaire, met à jour des expériences, des pratiques, des savoir-faire et des « savoir-être » inhabituels, à la marge d'une mondialisation homogénéisante. Langues, croyances, culture, organisations sociales et familiales, histoire... ces différences permettent-elles de sortir de l'économisme tout en évitant le repli sur soi ?

Reste que le modèle économique non économiste du tourisme autochtone existe bel et bien. Celui du tourisme industriel est connu : compétition et intégration verticale des maillons d'une chaîne touristique, demande, attentes et marges imposées aux territoires, intégration horizontale des niveaux d'entrepreneurs entre chaînes. Celui du tourisme autochtone ne l'est pas encore. Collaboratif, résilient, axé sur l'offre, fondé sur le principe de diversité des patrimoines matériels (les « dotations factorielles » des économistes) et immatériels d'un monde en mosaïque, le modèle, ou plus exactement les pratiques, illustrent le principe de diversité, si important pour le développement humain durable.

Mais les territoires de pratiques des communautés autochtones montrent davantage. Ils dessinent en filigrane un monde différent (on n'ose dire alternatif), même si les conditions de son basculement d'échelle du local au global paraissent, aujourd'hui, largement utopiques. Dans ce monde, la question du rapport au temps est posée. Celles aussi de l'identité (quelle part de folklorisation ? de simulation ? quel enfermement ? quelle langue, quel dialecte ?), de l'altérité (quelles différences ? quelles relations avec l'autre ? quelles parts respectives pour l'exogène et le maintien des bases culturelles ?), du respect des hommes, des êtres et des choses (quelles valeurs ? quelles cultures ?), du personnel et du collectif, du singulier et du pluriel, entre autres.

Mais soyons modestes : les communautés autochtones, grâce à leurs expériences d'accueil, nous révèlent déjà des formes d'organisation et de gestion qui peuvent être sources d'inspiration pour nos sociétés occidentales, à commencer par le constat simple de la solidarité qu'elles manifestent envers des partenaires qui montrent, cependant, de nombreuses limites dans la manière dont il gère le capital et les intérêts du patrimoine commun...

Sylvie Blangy est chercheuse et consultante en écotourisme et tourisme aborigène ; elle est titulaire d'une bourse européenne Marie Curie accueillie par l'université de Montpellier III en France et mise à disposition de l'université de Carleton, à Ottawa.

Alain Laurent est consultant pour l'Organisation mondiale du tourisme, l'UNESCO et la coopération française. Il est formateur en tourisme et développement durable (Université de Toulouse Le Mirail) et co-gérant de BEIRA-CFP⁷, firme spécialisée en ingénierie territoriale.

Notes

- 1 Voyage à dos de Méharée (nom donné au dromadaire en Afrique du Nord et au Sahara).
- 2 Maison traditionnelle en toit de chaume des Amérindiens d'Amérique du Sud.
- 3 Sanctuaire des babouins.
- 4 Solidarités Info.
- 5 Citons par exemple l'écomparateur de la plus grosse agence en ligne française, [www.voyagessnfc.com].
- 6 SPIP est un système de publication sur l'Internet qui s'attache particulièrement au fonctionnement collectif, au multilinguisme et à la facilité d'emploi. C'est un logiciel libre, qui peut ainsi être utilisé pour tout site Internet, qu'il soit associatif ou institutionnel, personnel ou marchand (voir [http://www.spip.net/fr]).
- 7 BEIRA-Conseil Formation Promotion ; beira est le nom d'une gazelle endémique de la Corne de l'Afrique.

Bibliographie

- ABM / Aventure du Bout du Monde, [http://www.abm.fr], (consulté le 15 juin 2007).
- Actualités Solidarités, *Vacances Solidaires, Découvrez et protégez les peuples indigènes*, [http://www.actualitesolidarite.com/achat/rubriques/peuplesindigenes.htm], (consulté le 15 juin 2007).
- ATA / Aboriginal Tourism Australia, [www.ataust.org.au], (consulté le 15 juin 2007).
- ATR / Agir pour un tourisme responsable, [http://www.tourisme-responsable.org], (consulté le 15 juin 2007).
- Blangy S. (1999), « Des amérindiens optent pour l'écotourisme », *Le Courrier de l'Unesco*, juillet/août.
- Blangy, S. (2004), « Les initiatives de tourisme autochtone et villageois se multiplient », *La Revue durable*, [http://www.larevue durable.com/editions/11.1.php], (consulté le 15 juin 2007).
- Blangy, S. (2006), *Le Guide Des Destinations Indigènes, Tourisme équitable*, Montpellier, Indigène Éditions, Collection Indigène Esprit, [http://www.indigene-editions.fr]. Version électronique en français et en anglais, [http://spip.sylvie-blangy.org], (sites consultés le 15 juin 2007).
- Echoway, *Les Sentiers du Voyageur Responsable*, [www.echoway.org], (consulté le 15 juin 2007).



- Epler-Wood, Megan (1998), *Meeting the Global Challenge of Community Participation in Ecotourism: Case Studies and Lessons from Ecuador*, USAID, The Nature Conservancy.
- Fondation pour le Progrès de l'Homme (FPH) (1999) *Mettre la coopération européenne au service des acteurs et des processus de développement : un processus collectif de diagnostic et de proposition*, préface Michel Rocard, coordination Pierre Calame, document de synthèse n° 111.
- Forum Anders Reisen, [www.forumandersreisen.de/], (consulté le 15 juin 2007).
- FTTSA / Fair Trade and Tourism South Africa, [www.fairtourismsa.org.za], (consulté le 15 juin 2007).
- [http://turismo-sostenible.rds.hr/document/iniciativas/programa_valoracion_ecoturismo.pdf], (consulté le 15 juin 2007).
- Kalisch, A. (2002), *Corporate Futures: Social Responsibility in the Tourism Industry; Consultation on Good Practice*, Tourism Concern, Royaume-Uni.
- Lash, G., et A. Austin (2003), *Rural Ecotourism Assessment Program, A Guide to Community Assessment as a Tool for Sustainable Development*, Epler-Wood International, [www.eplerwood.com], (consulté le 15 juin 2007).
- Laurent, A. (2003), *Caractériser le tourisme responsable facteur de développement durable*, Ministère des Affaires étrangères, [http://www.beira-cfp.org], (consulté le 15 juin 2007).
- Laurent, A. (2004), « *La longue marche du tourisme responsable, vers le tourisme durable* », *La Revue Espaces*, n° 220, novembre. Tourisme solidaire et responsable », [http://www.revue-espaces.com/2003/librairie_espaces-4107.html], (consulté le 15 juin 2007).
- Laurent, A., et L. Veirier (2007), *Culture, tourisme et lutte contre la pauvreté au Sahara : une approche territoriale du développement. Guide méthodologique*, Paris, UNESCO.
- Natura Raid, [www.naturaraid.com], (consulté le 15 juin 2007).
- Nature's Best, [www.naturesbest.nu], (consulté le 15 juin 2007).
- Ole Maimai, K. (2007) *Communauté de Merrueshi en Terre Maasai*, [http://spip.sylvie-blangy.org/spip.php?article45] et [http://www.maasai-association.org], (sites consultés le 15 juin 2007).
- PNUE / Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2002), *Negative Socio-cultural Impacts of Tourism*, [www.unepie.org/pc/tourism/sust-tourism/soc-drawabcks.htm], (consulté le 15 juin 2007).
- ROC / Respecting Our Culture (2004), [www.rocprogram.com], (consulté le 15 juin 2007).
- Solidarités Info, [http://www.solidarites.info], (consulté le 15 juin 2007).
- TIES / The International Ecotourism (2003), *Rights and Responsibilities, A Compilation of Codes of Conduct for Tourism and Indigenous and Local Communities*, [http://www.ecotourism.org], (consulté le 15 juin 2007).
- UNAT / Union nationale des associations de tourisme, (2007) *Le tourisme Solidaire. Union nationale des associations de tourisme*, [http://www.unat.asso.fr/f/unat/tsr.html], (consulté le 15 juin 2007).
- Zeppler, H. D. (2006) *Indigenous Ecotourism ; Sustainable Development and Management, Ecotourism Book Series*, n° 3, CABI International, [www.cabi.org], Oxfordshire, Royaume-Uni.

TÉOROS



Revue de recherche en tourisme

Appel à textes

En dehors des dossiers thématiques TÉOROS ouvre ses pages aux propositions spontanées. La rédaction invite tous les chercheurs qui oeuvrent dans le domaine du tourisme ou qui s'intéressent au tourisme sous tous ses aspects, à soumettre des articles de nature analytique à la revue. On peut soumettre un article en l'envoyant à :

teoros@uqam.ca

Publiée trois fois l'an depuis 1982, la revue Téoros de recherche en tourisme s'affirme dans la francophonie comme le leader de diffusion des résultats de recherche et de réflexions fondamentales et appliquées dans une perspective multidisciplinaire. Les problématiques liées aux rapports entre le tourisme et la culture ou entre le tourisme et la société, à la

gestion ou à la planification en tourisme, à des cas particuliers de mise en tourisme ainsi qu'aux questions méthodologiques d'actualité, par exemple, comptent parmi les sujets abordés.

Les textes soumis doivent apporter une contribution scientifique originale, que ce soit par le biais d'information factuelle, jusqu'alors inconnue ou par une nouvelle interprétation d'un thème particulier. Téoros vise avant tout le transfert de connaissances ; son objectif est donc de promouvoir une meilleure compréhension des phénomènes liés au tourisme.

Les auteurs doivent faire parvenir un manuscrit présenté selon les règles de la revue, disponibles au www.teoros.uqam.ca.

Habituellement, un article analytique compte environ 6000 mots et n'excède pas 8000 mots avec trois ou quatre illustrations. On pourra cependant considérer des textes plus longs ou plus courts. Les articles peuvent être soumis en anglais ou en français et doivent être accompagnés d'un résumé de 100 à 200 mots (français/anglais) et de cinq mots-clés.

La publication des articles se fait sous réserve d'une évaluation. Tous les manuscrits seront évalués anonymement par des pairs qui pourront faire des suggestions ou demander des modifications. La rédaction transmettra l'avis des évaluateurs aux auteurs et s'assurera que les modifications demandées seront apportées.

Au plaisir de vous lire dans nos pages.